

A G O R A J E P



27 Novembre
2025

**6 avenue Maurice Ravel,
75012 Paris**



9H

ACCUEIL Café

9H30

MOTS DE BIENVENUE

10H

ÉCHANGES ET DÉBATS Interventions

1001 TERRITOIRES
POUR LA FRATERNITÉ

1001 territoires pour la fraternité : unissons nos forces

**Yannick HERVÉ, co-pilotage du projet 1001 Territoires
pour la Fraternité.**

Les idées des extrêmes droites continuent de se diffuser dans la société. La banalisation de ses idées et racines idéologiques s'est encore accélérée début 2025 augmentant ainsi la menace de voir mis en œuvre ce projet de société mortifère.

Pourtant, face à ces idées et devant l'urgence sociale et écologique, il y a une puissante aspiration à vivre dans une société où tous les droits fondamentaux sont accessibles à toutes et tous. Cela s'exprime souvent, spontanément, dans le quotidien, dans les solidarités.

Le projet rassemble la société civile qui choisit de se saisir de l'enjeu de manière active, qui ne se résigne pas à la défensive, à attendre la prochaine élection où il faudra à nouveau sans nul doute faire front. Il s'agit de porter le respect des valeurs républicaines de fraternité, de solidarité, d'ouverture à l'autre et de liberté de conscience ; de le faire dès à présent de manière positive, au plus près des habitantes et habitants.

À cette fin, 36 organisations nationales associatives et syndicales regroupant des millions de personnes sur les territoires, ont décidé de s'unir, en totale indépendance vis-à-vis des partis politiques, et de lancer une offensive collective sur les territoires face au projet de société des promoteurs de la haine de l'autre et du repli sur soi.

A G O R A J E P



27 Novembre
2025

**6 avenue Maurice Ravel,
75012 Paris**



Quels dispositifs des communes pour prendre en compte la parole des jeunes ?

Intervention de Jean-Marc TREUIL, Directeur animation et valorisation du réseau à l'Anacej.

L'Anacej viendra présenter l'enquête réalisée avec l'AMF (Associations des Maires de France) sur le soutien des communes à l'engagement des jeunes, ainsi que le site ressources pour des politiques enfance jeunesse ambitieuses

Il y a plus de trente ans, les premières communes ont mis en place des dispositifs pour prendre en compte la parole des enfants et des jeunes, appliquant la Convention internationale des droits de l'enfant de l'ONU (CIDE) qui affirmait en 1989 que les droits à l'expression et à la participation étaient des droits à part entière.

Ces pratiques se sont développées progressivement à d'autres échelons de collectivités dont plus récemment les EPCI, en diversifiant les modes de participation (assises, consultations, budgets participatifs...) pour permettre à plus de jeunes de porter leur voix et en soutenant l'engagement des jeunes sous différentes formes (service civique, bénévolat, bafa citoyen, juniors associations...).

Si l'engagement des jeunes est aujourd'hui un sujet reconnu, à travers les enjeux de vitalité démocratique, de fracture générationnelle, de participation citoyenne pour améliorer l'efficacité des politiques publiques... il reste un sujet souvent mineur dans le débat public.

Cette enquête qui recense les pratiques et les attentes des communes et EPCI apporte des éléments clés pour évaluer le déploiement des dispositifs, leur impact, les besoins des élu·e·s et les perspectives pour le prochain mandat.

A G O R A J E P



27 Novembre
2025

**6 avenue Maurice Ravel,
75012 Paris**



Quels résultats pour la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant du Conseil économique, social et environnemental (CESE)

Intervenants :

- **Evanne JEANNE-ROSE**, conseiller du Groupe des Organisations étudiantes et des mouvements de jeunesse au CESE ;
- **Kenza OCCANSEY**, Vice-président du CESE Président du comité de gouvernance de la convention

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a la charge d'organiser la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant, dans laquelle 130 citoyens tirés au sort se sont réunis pour travailler de juin à novembre 2025 afin de remettre leurs conclusions au Gouvernement en novembre 2025. La commission éducation, culture et communication du CESE doit rendre par ailleurs un Avis sur le sujet, nourri des travaux de la Convention citoyenne.

Comment mieux structurer les différents temps de la vie quotidienne des enfants afin qu'ils soient plus favorables à leurs apprentissages, à leur développement et à leur santé ?

Les temps de l'enfant regroupent l'ensemble des moments de la journée et de l'année où un enfant apprend, joue ou se repose. Ils incluent le temps scolaire (cours), le temps périscolaire (garderie, étude, ateliers), le temps extra-scolaire (sport, culture, loisirs, colonies de vacances) et le temps libre (vacances en famille, jeux, écrans, repos). Les rythmes actuels ne respectent pas les besoins biologiques des enfants et creusent des inégalités économiques, sociales et territoriales (accès aux activités extra-scolaires, accès à une offre périscolaire, temps de transport...). Les propositions de la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant permettront d'éclairer un sujet de société fondamental qui concerne des millions de Français, à la croisée de nombreuses politiques publiques : éducatives, sanitaires, culturelles.

Durée des vacances, place du sport et de la culture chez les enfants, addiction aux écrans, transports, temps scolaires... ce sont les citoyens tirés au sort de la convention qui fixeront leurs thématiques prioritaires.

A G O R A J E P



27 Novembre
2025

**6 avenue Maurice Ravel,
75012 Paris**



12H30

DÉJEUNER

14H

MUNICIPALES 2026

Présentation des documents du Cnajep

À l'heure de renouveler les orientations qui structureront les politiques municipales de demain, le Cnajep souhaite contribuer au débat et interpeler pour une politique pour l'éducation populaire et la transversalité des politiques publiques pour et avec les jeunes.

Les élections municipales ne sont pas qu'un scrutin, elles sont une opportunité de réinventer la démocratie locale. Faisons de nos territoires des espaces où l'on apprend à vivre ensemble, où l'on expérimente la solidarité et où l'on résiste aux logiques de division.

Il s'agit de choisir entre une société du repli et une société de l'ouverture, entre la peur de l'autre et la curiosité du monde, entre la sanction et l'émancipation. Les solutions existent, portées par des milliers d'acteur·rice·s sur le terrain.

14H30

ATELIERS

Comment s'organiser sur les territoires dans le contexte ?

Comment lutter contre les idées des extrêmes-droites ?

Comment garantir plus de place pour les jeunes ?

Pistes d'action et de plaidoyer.

Retour en plénière et restitution

17H30

CLÔTURE DE LA JOURNÉE